

Fonds alloués la recherche et au développement de la technologie dans six pays

		Fonds alloués à la recherche (en dollars américains)	Part du revenu national allouée (Pourcentage)	Part des fonds publics allouée (Pourcentage)
JAPON	1975	15.560 ^{a)}	2.11%	27.5%
	1980	27.797 ^{a)}	2.35	25.8
	1985	48.169 ^{a)}	3.19	19.4
	1988	76.249 ^{a)}	3.35	18.4
ETATS-UNIS	1980	62.593	2.57	47.1
	1985	107.436	3.02	47.7
	1988	126.115	2.89	48.0
U.R.S.S. (RUSSIE)	1987	61.481	5.47	46.8
R.D.A.	1987	35.690	3.21	37.7
FRANCE	1988	21.896	2.6 ^{a)}	50.9
ROYAUME UNI	1986	16.926	2.70	38.5
CANADA	1988	6.832	1.32	58.0

a) Les données sont en dollars américains ont été calculées au taux de change moyen de l'année 1988. Elles proviennent du IMF, International Financial Statistics. 1,00\$US = 128,20¥. b) 1987 Source: Science and Technology Agency, Japon.

Japon. Les japonais auraient-ils oublié toute l'aide que les américains leur ont offerte, de bonne foi, en temps de crise?

Appliqué et prometteur, le Japon des années 80 devient l'instigateur de nouvelles technologies. Rien ne lui échappe: semi-conducteurs, électronique, ordinateurs, optique électronique, robotique et instruments de précision.

Alarmés, les autres pays choisissent de veiller à leurs intérêts pour s'assurer une bonne place sur un marché de plus en plus compétitif. Tous adoptent d'emblée une politique de protection de la technologie.

La tension monte entre les Etats-Unis et le Japon. Les relations économiques des deux puissances se détériorent. L'accord est unanime entre les pays de l'OCED: le Japon ne peut continuer d'exploiter ses partenaires. Il doit faire sa part de contributions à la recherche et au développement de la technologie.

Rien ne va plus. Une révision immédiate des pratiques commerciales du Japon s'impose. Dans les bureaux législatifs on rédige de nouvelles lois; en 1986, les entreprises japonaises doivent se plier aux restrictions imposées par le "General Guidelines for S & T Policies" ("Recommandations et lois dans les domaines de la science et de la technologie") et s'engager à allouer à la recherche fondamentale une place prépondérante dans leurs activités. On leur exige de

